



STATUTS DE L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'ESCRIME DU MAINE ET LOIRE



- ☛ Modifiés et adoptés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13/11/2004
- ☛ Modifiés et adoptés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 03/09/2016
- ☛ Modifiés et adoptés lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21/11/2020

Préambule

Les présents statuts, conformes aux statuts-type des associations territoriales d'escrime édictés par la Fédération Française d'Escrime (FFE), ne peuvent pas porter atteinte, par leur objet ou par leurs effets, aux statuts-type ainsi qu'aux statuts et règlements de la FFE. En cas de divergence entre ceux-ci et les statuts et règlements de l'association territoriale ou en cas de difficultés d'interprétation, les textes de la FFE ont prééminence.

TITRE I^{er} - BUT ET COMPOSITION

ARTICLE 1ER – OBJET - DURÉE - SIÈGE

L'Association Départementale d'Escrime du Maine et Loire (sigle ADE49), a pour objet de regrouper les clubs affiliés à la FFE dont le siège social se situe dans son ressort territorial et constitués en vue de la pratique des disciplines visées à l'article 1^{er} des statuts de la FFE, à savoir le fleuret, l'épée, le sabre et les autres pratiques nouvelles aux armes modernes en compétition et en loisir, l'escrime artistique, laser et de spectacle et plus généralement toutes disciplines associées qui peuvent s'y rattacher directement ou indirectement.

Elle est dénommée « Association Départementale d'Escrime du Maine et Loire - FFE » (Sigle : ADE49).

Elle a été modifiée en vertu des dispositions de l'art 12 des statuts de la Fédération Française d'Escrime.

Son ressort territorial correspond au Département du Maine et Loire (49).

L'association a pour objectif de favoriser le développement de l'escrime sur son territoire et de mettre en œuvre tout ou partie du projet sportif régional et fédéral, sous l'autorité du Comité Régional d'Escrime dans le respect de la convention de délégation signée avec le Comité Régional d'Escrime auquel il est rattaché.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège au domicile du Président de l'association qui peut être transféré dans une autre commune du département par délibération de son assemblée générale.

Les dirigeants de l'association ont un devoir de coopération mutuelle avec ceux des organismes déconcentrés de la FFE dans leur fonctionnement et dans le respect des orientations définies chaque année par l'assemblée générale fédérale.

ARTICLE 2 – COMPÉTENCES - MOYENS D'ACTION

Les moyens d'action de l'association sont définis par les missions issues de la délégation définie dans son objet qu'elles soient partagées ou exclusives.

ARTICLE 3 – COMPOSITION - QUALITÉ DE MEMBRE

Elle se compose des associations affiliées à la FFE, répondant à la définition de l'article 4 des statuts de la FFE et dont le siège social se situe dans son ressort territorial. Celles-ci sont membres de droit. La désignation d'un représentant vaudra acceptation et adhésion de leur part.

ARTICLE 4 – COTISATION

Le cas échéant et sur décision de l'assemblée générale, les associations membres adhérentes contribuent au fonctionnement de l'association par le paiement d'une cotisation dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

ARTICLE 5 – PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE

La qualité de membre de l'association se perd par la démission, la dissolution volontaire ou judiciaire ou par la radiation de la FFE. Elle peut également intervenir, pour tout motif grave, dans les conditions prévues par les règlements disciplinaires de la FFE.

TITRE II - L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ARTICLE 6 - ATTRIBUTIONS

L'assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique dans le respect de la politique générale de la FFE, de celle du Comité Régional d'Escrime et des compétences déléguées par ce comité. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion du comité directeur et sur la situation morale et financière de l'association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget. Sur proposition du comité directeur, elle fixe le cas échéant le montant des cotisations dues par les associations affiliées.

Sur proposition du comité directeur, elle adopte si besoin le règlement intérieur. Ledit règlement ne doit pas porter atteinte, par son objet ou par ses effets, aux statuts-type ainsi qu'aux statuts et règlements de la FFE.

L'assemblée générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans. Elle décide seule, des emprunts excédant les opérations de gestion courante.

ARTICLE 7 – COMPOSITION

L'assemblée générale se compose des représentants des associations membres. Chaque association membre dispose d'un représentant à l'assemblée générale.

Chaque association est représentée par son président ou par un de ses membres licenciés expressément mandaté par celui-ci.

Les incompatibilités visées à l'article 10 s'appliquent aux représentants des membres affiliés.

Les représentants des associations membres disposent d'un nombre de voix déterminé comme suit :

- De 3 licences et jusqu'à 10 licences : 1 voix
- De 11 à 50 licences : 1 voix supplémentaire par 10 ou fraction de 10 licenciés
- Au-delà de 50 licences : 1 voix supplémentaire par 50 ou fraction de 50 licenciés

Pour la détermination du nombre de licenciés, seules sont prises en compte les licences délivrées, au 31 août précédent, au titre d'une association ayant son siège social dans le ressort territorial de l'association et en règle avec son Comité Régional d'Escrime. Les licences délivrées à titre individuel ne sont pas prises en compte.

Le vote par procuration est autorisé à l'assemblée générale.

Le vote par correspondance n'est pas autorisé à l'assemblée générale.

Assistent à l'assemblée générale avec voix consultative, s'ils ne siègent pas à un autre titre :

- le Président du Comité Régional d'Escrime sur le territoire duquel est situé l'association ou son représentant ;
- les membres du comité directeur;

Le président peut inviter à assister à l'assemblée générale toute personne dont les compétences peuvent être utiles au bon déroulement des travaux.

Tout licencié du territoire qui n'en est pas membre à un autre titre peut assister à l'assemblée générale et y prendre la parole, avec l'accord du Président.

ARTICLE 8 – CONVOCATION - RÉUNION

L'assemblée générale est dite « élective » lorsqu'elle a pour ordre du jour de procéder à l'élection des membres du comité directeur. Elle est dite « extraordinaire » lorsqu'elle a pour ordre du jour de procéder à la modification des statuts ou à sa dissolution. Elle est dite « ordinaire » dans les autres cas. Des assemblées générales « élective » et/ou « ordinaire » et/ou « extraordinaire » peuvent se tenir le même jour.

L'assemblée générale est convoquée par le président. Elle se réunit au moins une fois par an, au plus tard le 28 février, à la date fixée par le comité directeur et chaque fois que sa convocation est demandée par le comité directeur ou par le tiers des membres de l'assemblée représentant le tiers des voix.

Sauf urgence manifeste, la convocation est adressée aux membres de l'assemblée générale au moins 15 jours francs avant la date de l'assemblée générale de l'association par voie électronique ou postale.

L'ordre du jour est fixé par le comité directeur. Il est adressé par courrier électronique ou lettre postée au moins 15 jours à l'avance, à chacun des représentants désignés sous couvert des associations dont ils sont issus.

Sous réserve des articles 19 et 20, l'assemblée générale peut valablement délibérer si la moitié des clubs, représentants le quart des voix, sont représentés.

Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret.

Dans tous les cas, sauf disposition contraire prévue par les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité relative des suffrages valablement exprimés.

Les procès-verbaux de l'assemblée générale, signés par le président et le secrétaire général, ainsi que les pièces financières et comptables produites à cette occasion sont communiqués chaque année aux membres ou mis à disposition sur un extranet.

TITRE III - LE COMITÉ DIRECTEUR

ARTICLE 9 – ATTRIBUTIONS

L'association est administrée par un comité directeur de onze membres dont une place réservée pour un médecin, qui exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à un autre organe.

Le comité directeur suit l'exécution du budget.

ARTICLE 10 – COMPOSITION - ÉLECTION

OPTION A : ELECTION

I. Les membres du comité directeur sont élus, pour une durée de quatre ans, à bulletins secrets, par l'assemblée générale. Ils sont rééligibles.

Le mandat du comité directeur expire au plus tard le 30 juin qui précède l'assemblée générale élective de la fédération. Les postes vacants au comité directeur avant l'expiration de ce mandat, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus lors de l'assemblée générale suivante.

II. Seules peuvent être candidates les personnes majeures jouissant de leurs droits civiques, licenciées depuis au moins six mois au jour de l'assemblée générale élective au sein d'une association affiliée du territoire. Par exception, le comité directeur pourra voir élu 1 jeune par discipline dont l'âge est compris entre 16 et 18 ans dans les mêmes conditions.

III. Les personnes salariées de l'association ne peuvent être candidates.

IV. L'élection se déroule au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours.

Les électeurs votent pour autant de candidats qu'ils le souhaitent, dans la limite du nombre de postes à pourvoir.

Sont déclarés élus à l'issue du premier tour, les candidats ayant obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

S'il reste des postes à pourvoir, un second tour est organisé entre les candidats non-élus au premier tour n'ayant pas retiré leur candidature à l'issue de celui-ci. Sont déclarés élus à l'issue du second tour les candidats ayant obtenu le plus de suffrages valablement exprimés sous réserve d'en obtenir au moins 20 %. En cas d'égalité, l'élection est acquise au candidat le plus jeune.

Dans l'hypothèse où, à l'issue du second tour, un ou plusieurs postes ne seraient pas pourvus, ceux-ci sont déclarés vacants jusqu'à la prochaine assemblée générale au cours de laquelle il est procédé à une élection partielle pour la durée du mandat restant à courir.

V. Le président du Comité Régional ou son représentant assiste aux séances du comité directeur avec voix consultative.

Le président de l'association peut inviter à assister au comité directeur toute personne dont les compétences peuvent être utiles au bon déroulement des travaux.

ARTICLE 11 – VACANCE

En cas de vacance d'un poste de membre au comité directeur pour quelle que cause que ce soit, il est procédé, lors de l'assemblée générale la plus proche, à une nouvelle élection au scrutin uninominal ou plurinominal majoritaire à deux tours, selon le nombre de postes vacants à pourvoir. A défaut de candidats en nombre suffisant, le ou les postes concernés sont déclarés vacants jusqu'à l'assemblée générale suivante.

ARTICLE 12 – RÉVOCATION DU COMITÉ DIRECTEUR

L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du comité directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions suivantes :

- L'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix,
- Les membres présents ou représentés doivent représenter au moins deux tiers des voix,
- Le vote ne peut avoir lieu que quinze jours au moins et 30 jours au plus après le dépôt de la demande au siège de l'ADE49,
- La révocation du comité directeur doit être votée au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.
- L'adoption de la révocation, dans les conditions fixées ci-dessus, entraîne la démission du comité directeur et le recours à de nouvelles élections dans un délai maximum de deux mois. Le bureau du comité directeur en exercice est chargé d'expédier les affaires courantes jusqu'à la mise en place d'un nouveau comité directeur.

ARTICLE 13 – RÉUNIONS

Le comité directeur se réunit au moins 2 fois par an. Il est convoqué par le président.

L'ordre du jour du comité directeur est arrêté par le président, en accord avec le bureau.

Le président peut inviter aux réunions du comité directeur, à titre consultatif, toute personne dont la présence est utile aux débats.

Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages valablement exprimés.

Le vote par procuration est admis au sein du comité directeur dans la limite d'un pouvoir par personne.

Le vote est secret quand il s'agit d'une désignation de personne ou quand il est demandé par un membre du comité directeur.

TITRE IV– LE PRÉSIDENT ET LE BUREAU

ARTICLE 14 – ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT

Le président de l'association préside les assemblées générales, le comité directeur. Il ordonnance les dépenses. Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

ARTICLE 15 – ÉLECTION DU PRÉSIDENT

Immédiatement après son élection, le comité directeur se réunit pour élire en son sein un candidat au poste de président. Il est élu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés et des bulletins blancs.

Le mandat du président prend fin avec celui du comité directeur.

ARTICLE 16 – LE BUREAU

Après l'élection du président, le comité directeur élit en son sein, sur proposition du président, au scrutin secret, un bureau qui comprend au moins 3 membres : un président, un secrétaire général et un trésorier général.

L'association favorise la présence respective des femmes et des hommes au sein du bureau.

En cas de vacance d'un des postes au sein du bureau autre que celui de président, le comité directeur procède, dès sa première réunion suivant la vacance, à l'élection sur proposition du président d'un remplaçant pour la durée du mandat restant à courir.

TITRE V – RESSOURCES ANNUELLES ET COMPTABILITÉ

ARTICLE 17 – RESSOURCES ANNUELLES

Les ressources annuelles de l'association comprennent :

1. les ressources issues des conventions passées avec le comité régional ;
2. les cotisations et souscriptions de ses membres ;
3. le produit des manifestations ;
4. les subventions de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics ;
5. toutes autres ressources permises par la loi.

ARTICLE 18 – COMPTABILITÉ

L'exercice comptable commence le 1^{er} septembre et s'achève le 31 août.

La comptabilité de l'association est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur.

TITRE VI - MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION

ARTICLE 19 – MODIFICATION DES STATUTS

L'assemblée générale ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins de ses membres, représentant au moins la moitié des voix, sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'assemblée générale statue alors sans condition de quorum.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des suffrages valablement exprimés.

ARTICLE 20 – DISSOLUTION

L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association que si elle est convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les conditions de l'article précédent.

ARTICLE 21 – LIQUIDATION

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de ses biens qui sont attribués aux clubs du département du Maine et Loire après accord entre les parties.

ARTICLE 22 – REUNIONS DEMATERIALISEES

En situation normale, tous organes et commissions d'escrime du Maine et Loire peuvent délibérer à distance, notamment dans le cadre de circonstances d'urgence ou d'économie de moyens.

L'assemblée générale ne peut se réunir de manière dématérialisée à l'exception d'une circonstance qualifiée de force majeure.

En pareil cas et sans préjudice des règles particulières fixées par les statuts et règlements de la FFE, les délibérations s'effectuent dans le respect des textes en vigueur relatifs aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

Lorsque cela est rendu obligatoire par un texte spécifique, le procédé retenu doit permettre de préserver la confidentialité des scrutins.

ARTICLE 23 – PRISE D'EFFET

Par exception, le comité directeur de l'association transformée avec les présents statuts conservera sa composition jusqu'à la désignation des nouveaux membres le composant. Il en est de même pour la commission d'arbitrage et la commission technique.

Pour l'association départementale d'escrime du Maine et Loire

Le Secrétaire du CD49
Philippe MASSON



Le Président du CDE 49
Roland COLLIN

